

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/3/2023

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGE GRANULATS

14/16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : D-0988-AIX-2023
Code AIOT : 0006401312

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Vallon de Vautubière - Le Coussou CD 19 Rte de Coudoux 13580 La Fare-les-Oliviers. L'inspection a été annoncée le 23/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Vallon de Vautubière - Le Coussou CD 19 Rte de Coudoux 13580 La Fare-les-Oliviers
- Code AIOT : 0006401312
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de calcaire autorisée par AP n°2014-285 C du 04/8/2014.
Capacité autorisée : 600 000 t/an

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : APC poussières de 2021, suites données à la dernière visite d'inspection de 2019, admission de déchets inertes (remblayage), préservation de la biodiversité,...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	MESURES EN CAS D'ÉPISODES DE POLLUTION AUX PARTICULES FINES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 3.12	/	Sans objet
6	Stockages	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 3.5	/	Sans objet
8	Mesures de compensation et d'accompagnement (biodiversité)	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 3.2.2 et 3.2.3	/	Sans objet
9	Admission de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	VALEURS LIMITES DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES CANALISÉES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 5.1	/	Sans objet
5	INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.1	/	Sans objet
7	PROTECTION DE LA NAPPE ET SURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 3.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques non-conformités relevées, de gravité et aux enjeux modérés, pour lesquelles il est attendu de l'exploitant des actions correctives dans des délais fixés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MESURES EN CAS D'ÉPISODES DE POLLUTION AUX PARTICULES FINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance (PdS) prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection. Le plan de surveillance prévu à l'article 2.1 du présent arrêté définit, outre les mesures usuellement prises pour réduire les émissions de poussières, les mesures complémentaires mises en œuvre à chaque niveau N1 et N2 atteint (tel que défini à l'article 6 de l'arrêté portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône en date du 21 juin 2017) lors du déclenchement des alertes aux pics de pollution de l'air aux particules fines. La traçabilité de la mise en œuvre de ces actions est tenue à disposition de l'Inspection.
Constats : Le PdS de l'exploitant, daté de juin 2021, ne distingue pas les mesures "N1" des mesures "N2". Les mesures prévues en cas d'alerte de pollution de l'air aux particules fines, ne sont pas suffisamment claires ni précises.
Observations : L'exploitant complète et modifie son PdS, et le transmet ensuite à l'IIC dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : VALEURS LIMITES DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES CANALISÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La concentration en poussières totales des rejets canalisés doit être inférieure à 20 mg/Nm* (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kPa, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec). La procédure de contrôle visuel définie à l'article 3.12 du présent arrêté est mise en œuvre pour détecter rapidement tout dysfonctionnement du système de filtration et assurer le respect de cette valeur limite.
Constats : L'exploitant indique que ses installations de traitement comportent 2 dépoussiéreurs, chacun de débit supérieur à 7 000 m ³ /h. Les résultats des mesures semestrielles 2022 sont inférieurs à la VLE (pour les deux dépoussiéreurs).
Observations : Le rapport de l'organisme doit indiquer la raison pour laquelle, pour chaque mesure un seul essai a été réalisé (au lieu de 3).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure de maintenance et de gestion des pannes des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières pour limiter les périodes de dysfonctionnement. En cas d'indisponibilité d'un des dispositifs de lutte contre les émissions de poussières et en l'absence de solution alternative pour maîtriser les envols de poussières, l'installation concernée est arrêtée, ou la piste concernée est interdite d'accès sous un délai raisonnable. Toutefois, en cas de conditions météorologiques défavorables et/ou d'alerte de pollution aux particules fines, ces dispositions sont prises sans délai. Lorsque l'exploitant utilise un ou des dépoussiéreur(s), il met au point une procédure de contrôle visuel permettant de détecter facilement les dysfonctionnements. L'exploitant tient un registre sur lequel sont mentionnées les anomalies de fonctionnement des dépoussiéreurs (date, durée, intervention effectuée). Ces informations sont présentées dans le rapport annuel adressé à l'inspection des Installations Classées.
Constats : L'exploitant ne peut présenter de procédure de contrôle visuel, permettant de détecter facilement le dysfonctionnement d'un dépoussiéreur.
Observations : L'exploitant établit et transmet sous 1 mois à l'IIC la procédure requise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : e 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante ; e 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1 ^{er} janvier 2022.
Constats : Les résultats sont conformes. Dernière campagne (au 27/3/2023) : 4 ^{ème} trimestre 2022 (187,6 mg/m ² /j en moy. annuelle glissante, sur l'unique jauge de type b) [1 ^{ère} campagne 2023 : 162 mg/m ² /j]
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter les émissions de poussières dues au stockage de ses produits dans l'enceinte de la carrière. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. (...) Les stocks piles, susceptibles de contenir des matériaux fins, sont réalisés de manière à empêcher la prise au vent et à éviter les envols de poussières. Les stockages extérieurs doivent être positionnés sur le site de la carrière de manière à être protégés des vents dominants et si nécessaire humidifiés pour éviter les émissions et les envols de poussières, même pendant les périodes d'inactivité de la carrière. Le dispositif d'arrosage utilisé est asservi à une station météo sur site mesurant la vitesse et la direction du vent et se déclenche automatiquement dès que la vitesse du vent dépasse 50 km/h. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abris ou en silos.
Constats : Il est constaté au cours de la visite d'inspection de terrain (vent significatif), que le stockage de sables 0/2 (usage TP) génère des envols de poussières assez importants. L'exploitant indique que cela se produit une dizaine de fois par an.
Observations : L'exploitant fait part sous 1 mois de son plan d'action(s) corrective(s), comportant si nécessaire la réalisation d'un hangar.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PROTECTION DE LA NAPPE ET SURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau souterraine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de 2 piézomètres est installé sur le site, en concertation avec l'inspection des Installations Classées. Le niveau d'eau de chaque piézomètre est suivi mensuellement. Une fois par an l'exploitant réalise une analyse de la qualité des eaux. Les paramètres à analyser, selon des méthodes normalisées, sont :- Température_ pH- DCO- Hydrocarbures Totaux
Constats : Le suivi des eaux souterraines (niveau/qualité) est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de compensation et d'accompagnement (biodiversité)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2014, article 3.2.2 et 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Mesure C3 : Gestion écologique des espaces naturels attenants à la carrièreL'exploitant a la maîtrise foncière d'une zone de 42 ha entourant la carrière existante. (...).L'exploitant ouvre, ponctuellement au sein de la zone C3, les milieux, par un débroussaillage manuel, afin d'avoir une précision fine et un impact minime sur les habitats naturels de la zone C3. Ces ouvertures de milieux sont effectuées par lentilles ponctuelles, dans un premier temps à proximité immédiate des secteurs où est présente l'Aristolochie pistoloche, afin d'augmenter localement ses populations.Ce débroussaillage n'est pas réalisé en plein sur l'ensemble de la surface, mais uniquement pour augmenter les surfaces des zones déjà plus ou moins ouvertes. En aucun cas, il n'est réalisé d'abattage d'arbres ou débroussaillage lourd.Il est demandé, dans le cadre de cette mesure C3, de :-Réaliser un plan de gestion conservatoire simplifié .-Suivre les opérations de gestion et d'en référer aux services de l'Etat concernés,-Réaliser un suivi scientifique des mesures mises en œuvre, ciblé sur les espèces emblématiques du secteur.ARTICLE 3.2,8. - MESURES D'ACCOMPAGNEMENT- Mesure A1 : (...)- Mesure A2 : Déplacement et suivi de la colonie de Guépier d'EuropeL'exploitant veille au respect de l'intégrité de la colonie tout au long de l'exploitation de la carrière et dans le plan de réaménagement du site. Quel que soit la vocation future du site, le talus supportant la colonie est maintenu ou recréé ailleurs.Un suivi est effectué par un expert ornithologue, afin d'identifier d'éventuels problèmes rencontrés par la colonie et de proposer des opérations rectificatives (rajeunissement du talus, par exemple).. Si pour des raisons techniques, le talus utilisé par les Guépiers est situé en plein milieu de la carrière en exploitation devenait problématique, il est envisageable de « déplacer » cette colonie sur un secteur non concerné par l'exploitation actuelle ou future. Cette opération doit recevoir l'aval des services de l'Etat. Elle est effectuée en dehors de la période de reproduction, afin d'éviter toute destruction d'œufs, de poussins ou d'oiseaux en couvain. Avec l'assistance et les conseils d'un expert ornithologue, le pétitionnaire procède au déplacement des matériaux supportant l'actuelle colonie et reconstitue un talus favorable à l'installation des Guépiers. L'ornithologue missionné propose des mesures destinées à garantir le succès de l'opération : déplacement fractionné, installation de leurres (ébauches de nids, oiseaux factices) et de perchoirs. Un accompagnement pendant les travaux et un suivi pluri-annuel sont également nécessaires.-Mesure A3 : Transplantation expérimentale des bulbes d'Ophrys de De ForestierL'exploitant met en œuvre, à titre expérimental, le déplacement des pieds d'Ophrys de De Forestier (espèce nonprotégée) potentiellement détruits par l'exploitation. Elle est menée en concertation avec la DREAL PACA et avec l'avis scientifique du Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles (CBNM).</p>
<p>Constats :</p> <p>1) La tentative de déplacement de la colonie de Guépiers d'Europe, avec (re)création d'un talus propice à leur installation (sur les hauteurs, à l'Ouest) ne semble pas, pour l'instant, répondre aux attentes.</p> <p>2) Concernant la transplantation expérimentale des pieds d'Ophrys de De Forestier, son état d'avancement n'est pas clair, et il ne semble pas que l'exploitant soit en concertation avec la Dreal (SBEP) ni le CBNM de Porquerolles.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant (assisté du BE Agir écologique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmet au SBEP* de la Dreal (avec copie IIC) sous 1 mois, un bilan des mesures E, R, C, A en faveur de la biodiversité, notamment en ce qui concerne les espèces Guépier d'Europe et Ophrys de De Forestier - justifie sous 1 mois à l'IIC d'un rapprochement avec le CBNM (a/s de la 2ème espèce précitée). <p>*L. Azibi</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Admission de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : Au cours de la visite d'inspection de terrain, il est constaté qu'un camion décharge des déchets sans contrôle visuel de la part de l'exploitant.
Observations : L'exploitant indique à l'IIC sous 1 mois les mesures prises pour garantir un contrôle visuel systématique des déchets durant chaque déchargement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet